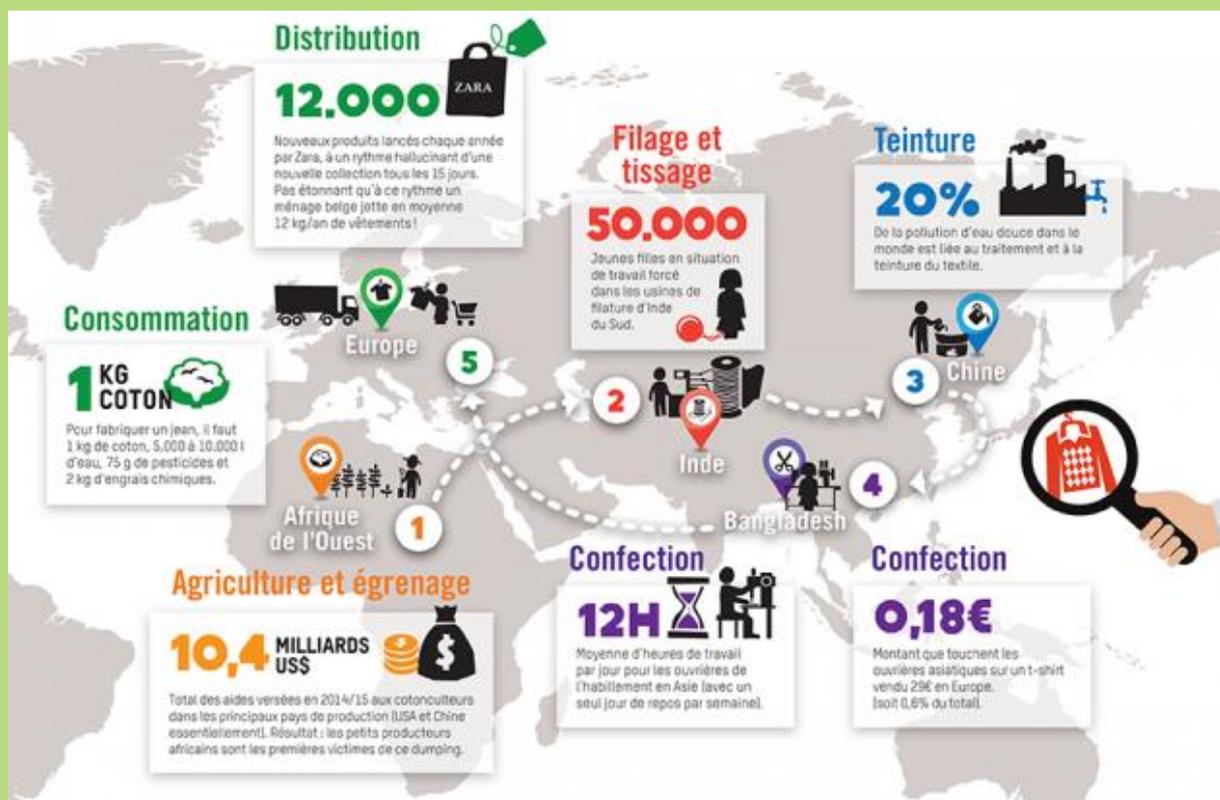




L'industrie textile et ses implications environnementales et sociales : Le cas du Bangladesh



L'industrie du textile engendre des impacts socio-environnementaux désastreux à l'échelle mondiale. Le secteur de la mode compte parmi les industries participant le plus au changement climatique et renforce les inégalités socio-économiques à travers le monde. Toutes les étapes de la production d'un vêtement sont la source d'innombrables violations du droit du travail et de graves pollutions de l'environnement. En effet, l'exploitation des matières premières peut générer de la pollution aux pesticides dans les champs de coton, la confection des vêtements peut être source d'exploitation des travailleurs, sans oublier les étapes intermédiaires du filage, du tissage ou de la teinture qui peuvent contribuer à la pollution des eaux de lavage.



Source : Oxfam

Quelques chiffres :

En 2016, plus de 100 milliards de vêtements ont été vendus dans le monde. En France, cela représente 9,5 kg par habitant. Et la demande de vêtements devrait

continuer de croître pour atteindre 102 millions de tonnes en 2030. La mode est une industrie très polluante. En termes d'émissions de gaz à effet de serre, le textile est classé cinquième plus gros émetteur

avec 1,7 milliards de tonnes de CO₂ par an. Si l'on considère l'occupation des sols, elle est seconde. En consommation d'eau et de matière, elle est troisième.

Pour ce qui est du droit des travailleurs, les dérives de l'industrie de la mode sont nombreuses. On estime que près de 75 millions de personnes travaillent dans les industries du vêtement, du cuir et de la chaussure dans le monde entier – ces emplois sont précaires et souvent informels. Les femmes représentent près de 80% de la main-d'œuvre mondiale de ce secteur. En septembre 2019, une enquête effectuée par Public Eye auprès de 45 enseignes

internationales de la mode révèle qu'une majorité des travailleurs des chaînes d'approvisionnement ne perçoivent pas un salaire suffisant pour pouvoir vivre.

En plus de la précarisation de ces emplois, la sécurité dans les usines de textile n'est pas assurée. De nombreux accidents ont lieu dans les usines textiles du monde entier. En 2013, le Rana Plaza, un complexe d'immeubles industriels situé en banlieue de Dacca au Bangladesh, s'effondre, coûtant la vie à plus de 1000 personnes, devenant la plus grave tragédie de l'histoire de l'industrie textile.

Le Bangladesh : l'usine textile du monde

L'industrie du textile occupe un rôle central dans l'économie du pays. Lancée dans les années 1980, grâce à des investisseurs étrangers souhaitant contourner les quotas d'exportation de produits textiles mis en place par les pays occidentaux envers les autres pays d'Asie, l'industrie textile est peu à peu devenue la première industrie du pays. Les vêtements représentent 80 % des exportations nationales et fournissent des emplois à plus de quatre millions de personnes, principalement des femmes de villages pauvres des zones rurales.

Le Bangladesh se place au second rang des exportateurs de vêtements dans le monde, derrière la Chine. L'industrie textile bangladaise doit avant tout sa compétitivité au coût de la main-d'œuvre qui tient lieu de

variable d'ajustement dans les stratégies de entreprises multinationales à la recherche de rentabilité et de faible coût de production. Or, en la matière, avec un salaire mensuel minimum à 83€, installer des usines de textile au Bangladesh se révèle être un choix plus judicieux pour les entreprises que de choisir la Chine, l'Inde, ou l'Indonésie, où les salaires mensuels dans le textile sont plus élevés.



Des implications sociales paradoxales

Après le drame du Rana Plaza, les grandes enseignes ont signé un **accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments** au Bangladesh, par lequel elles s'engageaient à inspecter les usines textiles pour prévenir de nouveaux accidents. Si des avancées en termes de sécurité ont été observées, les **conditions de travail** des ouvriers du textile bangladais sont toujours loin d'être idylliques. En 2019, Dacca a été bloquée par d'**importants mouvements sociaux** pendant 2 semaines. Les ouvriers, notamment les salariés de l'industrie textile, réclamaient une **augmentation du salaire minimum** qui bien souvent ne leur suffit pas pour vivre.

Le film **Made in Bangladesh**, sorti en 2019, s'inspire de la vie de Daliya Akter qui s'est battue pour monter un syndicat et défendre les droits des travailleurs et surtout des travailleuses de son usine. La jeune femme a fui sa famille à seulement 11 ans parce qu'on voulait la marier et s'est rendue à Dacca où elle a vite été employée dans l'industrie du textile. Le **travail des enfants** est répandu au Bangladesh. En 2016, un rapport de l'Overseas Development Institute révélait que 15% des 6-14 ans des bidonvilles de Dacca avaient un emploi avec une moyenne de **64 heures de travail par semaine**. Une grande majorité des jeunes filles concernées sont employées dans le secteur textile.

Les répercussions de la **fast-fashion** (industrie vestimentaire qui se caractérise par un renouvellement très rapide des stocks) au Bangladesh sont **paradoxales**. La **croissance économique** du pays est exceptionnelle depuis une dizaine d'années et ce grâce au développement d'une industrie textile concurrentielle. Selon Jérémie Codron, spécialiste du Bangladesh et enseignant à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) de Paris, « le Bangladesh est en même temps bénéficiaire et victime de la fast-fashion ».

En effet, cette industrie est **vitale** au pays mais le place en situation de **dépendance** vis-à-vis des grandes marques de prêt-à-porter. Beaucoup d'entre elles ont dû fermer boutique avec la pandémie de coronavirus, laissant les usines bangladaises sans commandes et leurs ouvriers sans emploi.



Source : Khaled Hasan for The New York Times

Une menace pour l'environnement

L'industrie textile est extrêmement demandeuse en eau et en électricité, et coûteuse en émissions de CO₂ puisque la production énergétique du Bangladesh est principalement assurée par des centrales thermiques à gaz naturel et des centrales brûlant des produits pétroliers. Les usines bangladaises de lavage et de teinture ont recours aux traitements des textiles par voie humide. Ces procédés, en plus de produire des gaz à effet de serre, nécessitent l'utilisation de produits chimiques. Ces produits sont évacués dans les effluents des usines qui ne les traitent que rarement. Chaque année, les usines textiles du Bangladesh génèrent des centaines millions de mètres cubes d'eau contaminée qui finit le plus souvent déversée dans les cours d'eau le long desquels elles se trouvent. Le taux de pollution des réserves d'eau souterraines et des eaux de surface est extrêmement élevé au Bangladesh.

Trois des rivières de la capitale Dacca sont aujourd'hui reconnues par les autorités

bangladaises comme “biologiquement mortes”. Les odeurs qui en émanent sont parfois intolérables. La pollution de l’eau menace les écosystèmes aquatiques ainsi que les vies humaines. Les stocks de poissons disparaissent et certaines rizières se voient inondées par des eaux extrêmement polluées, rendant impossible

la production agricole. Sans accès à l’eau potable, les populations les plus pauvres se voient dans l’obligation d’avoir recours à des eaux polluées pour leur vie quotidienne. Cela engendre de nombreux problèmes de santé comme des diarrhées ou des maladies de peau, et la mortalité infantile augmente.

Quelques alternatives à la fast-fashion...

L’industrie du prêt-à-porter fait l’objet de plus en plus de critiques qui accompagnent une prise de conscience, en Europe et en Amérique du Nord notamment, des conséquences environnementales de la production de vêtements à très bas prix. Des alternatives de plus en plus populaires existent :

- La seconde-main, en friperies ou en ligne via des plateformes
- L'*upcycling* ou “surcyclage”, qui permet de revaloriser les vêtements
- La mode éthique, vers laquelle tendent de plus en plus de petites enseignes
- Le troc, pour réduire sa consommation